



**HAL**  
open science

## Développement local, conflit de voisinage et fragilisation de la cohésion sociale dans le canton Touka / Oumé (Côte d'Ivoire)

Dja Flore Kouassi, Souleymane Yéo, Barnabé Cossi Houedin

### ► To cite this version:

Dja Flore Kouassi, Souleymane Yéo, Barnabé Cossi Houedin. Développement local, conflit de voisinage et fragilisation de la cohésion sociale dans le canton Touka / Oumé (Côte d'Ivoire). *Revue Ivoirienne de Gouvernance et d'Etudes Strategiques (RIGES)*, 2019, 2 (8), pp 26-43. ird-03747727

**HAL Id: ird-03747727**

**<https://ird.hal.science/ird-03747727>**

Submitted on 8 Aug 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Développement local, conflit de voisinage et fragilisation de la cohésion sociale dans le canton Touka / Oumé (Côte d'Ivoire)

**Dja Flore Kouassi<sup>1</sup>**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)  
bellakouassidja@yahoo.fr*

**Souleymane Yéo**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)  
y.soulemane@yahoo.fr*

**Barnabé Cossi Houédin**

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire  
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)  
houedin@yahoo.fr*

## Résumé

En Côte d'Ivoire, la question du développement local connaît une transformation majeure. De multiples pratiques allant dans le sens de la fragilisation de la cohésion sociale mettent cela en relief. Ces pratiques dont les manifestations ne sont pas déconnectées de la désagrégation des rapports sociaux avec le migrant tel qu'ils se sont opérés sous le Parti Unique de 1960 à 1990, se développent « remarquablement » sur des espaces de leur accueil tels que le Canton Touka. Ainsi, inscrite dans une approche mixte, la recherche, présentée ici, procède d'une série d'entretiens individuels, collectifs et de questionnaires menés de 2013 à 2016. Les expériences du développement local étudiées sont traversées par des formes de lutte de voisinage ou de rivalités autour d'infrastructures communautaires, de repli identitaire, de désolidarisation et de domination politique produites sur la base ethnique. Les résultats de ce travail montrent que, les enjeux de visibilité, de légitimation et de contrôle de l'espace habité se renforcent autour des dénominations d'« autochtones » et d'« étrangers ». Ces dernières orientent le renouvellement de rapports communautaires vers les propriétés localement définies comme celles du « mal développement ». **Mots clés : Autochtones ; Développement local ; Ethnie ; Etrangers**

## Abstract

In Côte d'Ivoire, the issue of local development is undergoing a major transformation. Many practices in the direction of the weakening of social cohesion highlight them. These practices, whose manifestations are not disconnected from the disaggregation of social relations with the migrant as they occurred under the Single Party from 1960 to 1990, are developing « remarkably » on reception areas such as Canton Touka. As part of a mixed approach, the research presented here is based on a series of individual, group and questionnaire interviews conducted from 2013 to 2016. The experiences of local development studied are permeated by forms of neighborhood struggle or rivalry around community infrastructure, identity withdrawal, The European Union is also committed to promoting the development of the European Union. The results of this work show that the issues of visibility, legitimation and control of inhabited space are reinforced around the denominations of "natives" and "foreigners". The latter direct the renewal of community reports to locally defined properties such as "poor development".

**Keywords: Natives Local Development; Ethnicity; Foreigners**

---

<sup>1</sup> Doctorante en Sociologie

## INTRODUCTION

Il existe plusieurs manières de désigner le développement local. Ce sont entre autres les appellations de « développement communautaire », « développement rural décentralisé » ou encore d'« autodéveloppement » (Ouattara, 2003). Quelle que soit la désignation retenue, les objectifs seraient à la fois d'asseoir de façon durable une collectivité solidaire à travers l'identification de ses caractéristiques locales, d'y valoriser les logiques d'appartenance ou encore de consolider au-delà de la diversité des origines, la conscience collective des acteurs en place (Fontan & Lévesque, 1992). En tant que vecteur de cohésion d'une collectivité donnée, la réussite du développement local passerait aussi par le « bon usage » des ressources humaines, politiques, économiques, culturelles. Dans cette perspective, l'accent est mis sur les processus participatifs de groupes qui le composent.

Dans les pays en voie de développement, notamment en Côte d'Ivoire, le développement communautaire est brandi comme un processus ancien qui ne cesse de se renouveler en actualisant, plus ou moins, les défis majeurs que posent les relations interethniques. Avec les migrations contemporaines, c'est-à-dire celles qui ont été promues après l'indépendance en 1960, le modèle de développement choisi va être révélé sous deux formats. Le premier part de l'idée selon laquelle, sur les espaces d'accueil d'immigrés, la vie commune souhaitée avec les autochtones devait se faire autour de projets fédérateurs. La recherche de biens communs entre groupes de migrants et groupes autochtones et la volonté de faire émerger ou d'instituer la participation autour d'infrastructures communautaires ont donc orienté non seulement les relations entre allogènes, allochtones et autochtones mais aussi, ont contribué à donner sens aux liens de solidarité tissés entre lesdits groupes (Houéidin, 2015). Il s'est agi surtout d'avoir une vision unifiée du développement local et de renforcer la dimension symbolique de la communauté par la production de liens d'appartenance appropriés.

Le second format du développement communautaire se présente sous la forme conflictuelle (Houéidin, 2014). Dans ce registre, autochtones et migrants, tout en cherchant à renforcer leurs groupes ethniques respectifs, n'ont fait que laisser apparaître dans leurs relations des tensions autour de ressources ou de repères identitaires pouvant améliorer la vie commune sur les espaces d'accueil partagés. Les conflits ainsi que les formes de production de différenciations sociales sont essentiellement les corollaires d'une telle logique de structuration entre migrants et autochtones (Babo & Droz, 2006). Au regard de cette transformation suscitée dans le développement des espaces d'accueil de migrants, en ce qui concerne la dernière tendance, plusieurs auteurs (Chauveau, 2000 ; Houéidin et Niava, 2015) sont unanimes sur le fait que l'évolution des formes de différenciation entre les catégories d'acteurs précitées n'a que contribué à fragiliser les communautés ethniques à divers niveaux de sociabilité. Cette thèse est tout aussi soutenue par les auteurs tels qu'Arnaldi (2006). Pour lui, la poursuite de l'autonomie par les migrants montre à priori leur volonté de créer des unités politico-administratives indépendantes de celles des autochtones sur les espaces d'accueil. Posner (2004) renchérit en soutenant que les migrants ont tendance à avoir de plus en plus d'autonomie

dans leur localité d'accueil. Ils construisent cette autonomie à travers des phénomènes sociaux tels que la formation d'unités économiques, politiques, culturelles à connotation identitaire. Selon ces auteurs, la « forte » fragmentation ethnique de l'Afrique explique en partie sa faible croissance économique. Souterraine à ce fait, l'idée de « mal développement » qui l'accompagne résulte d'un fractionnement ethnique dans ces régions.

C'est surtout depuis l'institution du multipartisme en 1990 qu'une série de mesures<sup>2</sup> d'ordre institutionnel a été prise pour réguler les rapports entre migrants et autochtones en Côte d'Ivoire (Dembélé, 2009). En phase avec les discours politiques produits au niveau national, l'appropriation de ces mesures dans les champs locaux a favorisé autant de transformations allant dans le sens de la fragilisation de la vie commune souhaitée entre migrants et autochtones. Ce qui a aussi débouché sur l'effritement des liens de solidarité anciennement promus entre ces derniers. En lieu et place desdits liens de solidarité, de nouvelles formes d'ethnisation de rapports sociaux ont donc émergé dans les communautés rurales (Chauveau & Bobo, 2005).

Orienté par les logiques de différenciation sociale, le développement local a été progressivement logé dans une nouvelle matrice où, le repositionnement des acteurs précités et la valorisation de nouveaux types d'enjeux d'intégration ont parallèlement laissé place à une structure de développement communautaire de plus en plus fragilisé. Cette situation est d'ailleurs devenue si prégnante en matière de médiatisation que, des idées de mépris à celles de rejet en passant par les croyances d'appartenance ou non, les récentes expériences de développement communautaire se sont transformées. Elles mettent en relief autant de modèles conflictuels valorisés sous les aspects de la confrontation ou de la rivalité ethnique (AIP, 2019 ; NQU, 2019 ; Obio, 2019).

Dans le canton Touka<sup>3</sup>, cette question de développement communautaire demeure une priorité pour les autochtones Gban<sup>4</sup>. En centralisant le processus autour d'un village noyau, Doukouya qui héberge la chefferie du Canton, les décisions et actions publiques suscitées sont encouragées sous le signe de la participation et de l'inclusion des « minorités » issues de la migration (Kakumba, 2010). Telle qu'elle est institutionnellement brandie, cette politique locale de développement est supposée être innovante, c'est-à-dire offrant toujours des opportunités d'inclusion du migrant à travers les référents communs. En tant que telle, elle est non seulement présentée comme un dispositif de mobilisation d'acteurs migrants mais aussi, comme un ensemble d'actions communautaires sur lesquelles doivent reposer de façon permanente les bases de sa « bonne » gouvernance. A ce titre, les allochtones<sup>5</sup> et allogènes<sup>6</sup> sont sans cesse invités à

---

<sup>2</sup> Il s'agit des lois telles que le contrôle de la migration ou la carte de séjour (1990), les lois sur le code électoral (1991) et la nouvelle loi sur la propriété foncière (1998). Ces lois ont en général favorisé une transformation significative entre les catégories d'acteurs se désignant comme autochtones et celles considérées comme « étrangers » dans le champ de l'intégration nationale.

<sup>3</sup> Touka est un Canton de la Sous-Préfecture d'Oumé (Centre ouest de la Côte d'Ivoire). Il regroupe six (06) villages que sont Benkro, Doukouya, Goulikao, Kappa, Louha et Yohouda,

<sup>4</sup> Les Gban est un groupe ethnique communément connu sous l'appellation de Gagou. Pour plus de précisions sur ce groupe ethnique, lire Chauveau (1990).

<sup>5</sup> Les groupes ethniques perçus lors de l'enquête sont les Gouro, Baoulé, Koyaka, Malinké

<sup>6</sup> Les allogènes trouvés sont essentiellement des ressortissants Maliens, burkinabè, Guinéens, Mauritanien

s'approprier les programmes<sup>7</sup> de renouvellement des villages-hôtes comme si c'était les leurs.

Le maintien de cette ouverture, au vu du succès politique dont il a été un appui significatif<sup>8</sup>, serait l'assurance pour faciliter la matérialisation des attentes recherchées de la cohésion locale. Ainsi, soumis aux mêmes décisions politiques, de tels programmes sont diffusés et appliqués dans les villages respectifs du Canton mais avec des résultats non probants. En d'autres termes, les permanentes initiatives locales de développement débouchent sur des résultats<sup>9</sup> de plus en plus sélectifs de sorte qu'ils sont davantage affichés en termes de savoir-faire locaux « imparfaits » ou incertains. A preuve, dans tous les villages du Canton, avec les efforts<sup>10</sup> suscités en vue de ne pas sombrer dans les formes de relégation ethnique, le passage d'une coopérative villageoise unique à une multiplicité<sup>11</sup> de coopératives ethniques se veut la méthode employée pour vivre la solution au développement communautaire en dehors de ses paramètres institutionnels perçus.

Ainsi, avec la juxtaposition des coopératives d'autochtones, d'allochtones et d'allogènes, les acteurs du développement dans le canton Touka se distinguent les uns des autres en fonction de leurs origines ethniques et géographiques (Jounin et al, 2008). Ce type d'organisation renvoie à une sorte de fragmentation dans le développement de cette communauté. Car, étant donné qu'à chaque catégorie ethnique majeure correspond une coopérative spécifique, des formes d'appropriation du développement de l'espace habité et des actions de modernisation y sont menées. Au-delà des similitudes affichées dans ces faits ethniques, les différents groupes d'acteurs s'opposent en modifiant les rapports de groupes et la qualité du développement présenté. Partant de ces constats, la question de recherche de cette étude se formule comme suit : comment expliquer l'écart entre le développement local perçu, vécu et présenté dans le Canton de Touka ? Autrement dit, quels sont les fondements structurels de ce développement local « imparfait » ? L'objectif de ce texte est alors d'étudier les fondements structurels de la fragilisation du développement communautaire à Touka.

---

<sup>7</sup> Les chefferies locales regroupées au sein du Canton sont unanimes que les groupes ethniques ou de nationalités sédentarisées dans les villages respectifs doivent occuper une place stratégique dans leur modernisation. Fort de leur intégration économique ils sont perçus comme étant capables d'influencer les projets de développement locaux. Le processus de cohésion recherché alors se décline sous les aspects de l'inclusion progressive de l'ensemble de la population vis-à-vis des appels à projet et de leur suivi à travers les politiques de « sollicitation » et d' « assimilation ».

<sup>8</sup> Allusion est faite à la politique d'ouverture aux migrants qui a eu cours sous le Parti Unique de 1960 à 1990. Cette mise au point a été rappelée par Houédin (2015), qui, en réactualisant la citoyenneté factuelle expérimentée par les migrants au cours de cette période, montre que la tentative d'uniformisation de l'identité autochtone est étroitement liée à des intérêts économiques de développement activés par l'Etat à Parti Unique

<sup>9</sup> L'enquête a révélé que les prises de décision de développement sont effectuées au Chef-lieu du Canton. Dans le rapport au migrant, leur application consiste à les faire observer. Mieux, il est question de les inviter en permanence à l'intervention par la sollicitation. Contre toute attente, ces derniers ne se sentent pas obligatoirement concernés par ces décisions et la plupart du temps sont réticents à les appliquer. Comme l'indique ce constat, le projet de développement n'est pas nécessairement convergent du point de vue de la représentation des acteurs autochtones et migrants pour créer un consensus.

<sup>10</sup> Dans le Canton Touka, la question du développement local évolue de pair avec celle de la redéfinition de la citoyenneté au sein des villages. Toutefois, en dépit de nouveaux droits nouveaux exigés, l'origine ethnique et l'origine sociale ne sont pas considérées comme incompatibles pour une histoire commune de développement : ni les avis majoritairement exprimés lors de décisions formulées dans les assemblées du Canton, ni les restrictions réglementaires produites depuis le multipartisme en 1990 ne sont affichées dans ce cas comme un obstacle à un projet de développement mettant les migrants à distance.

<sup>11</sup> Il existe des coopératives d'autochtones Gban, d'allochtones Gouro, baoulé et d'allogènes maliens, burkinabés

## I. METHODOLOGIE

L'étude s'inscrit dans une approche mixte. Pour ce faire, les techniques de l'approche qualitative et de l'approche quantitative ont été couplées pour obtenir le corpus des données issues du terrain. S'agissant de l'approche qualitative, les techniques de l'entretien individuel et collectif ont été mobilisées pour la collecte de données (Baribeau & Royer, 2012 ; Droh & Lognon, 2012). Les entretiens individuels se sont essentiellement réalisés à travers les entretiens semi-dirigés auprès de la notabilité (02), des présidents de coopératives agricoles (02), des Chefs de communautés (02), des responsables administratifs (02) dans chaque village du Canton. Il en est de même pour les entretiens collectifs, qui se sont réalisés avec les catégories d'acteurs telles que les membres de coopératives agricoles (03), les membres des associations et mutuelles (03).

Les entretiens ont été animés autour des axes thématiques suivants : (i) la participation des migrants aux activités de développement local, (ii) les formes de solidarité entre migrants. Le corpus de données issu des entretiens individuels et ceux des entretiens collectifs ont été confrontés afin de trouver des points de convergence en matière de développement local. L'échantillon de l'approche qualitative s'élève à quatre-vingt-quatre (84) interviewés.

Dans chaque village du canton, le questionnaire<sup>12</sup> a été adressé aux membres des communautés ethniques autochtones Gban, les allochtones et les allogènes cités plus haut. Au total huit-cent-dix-huit (818) ménages se sont soumis au questionnaire. Les données collectées ont fait l'objet d'une codification. Ensuite il a été procédé à un regroupement des informations par ethnie, par village selon les variables suivantes : assimilation, sollicitation, différenciation dans les pratiques, usages différenciés des infrastructures communautaires. Enfin, des graphiques ont été réalisés pour mieux illustrer les résultats obtenus. Ces différents travaux ont été réalisés avec le logiciel Excel pour garantir la fiabilité des résultats.

Quelle que soit l'approche choisie, l'échantillonnage par choix raisonné a été convoqué pour justifier l'intérêt porté sur chaque catégorie d'acteurs participant à l'étude. En somme, les entretiens qualitatifs et quantitatifs ont permis d'avoir un échantillon total de neuf-cent-deux (707) enquêtés. Les échantillons spécifiques ont été construits et valorisés en fonction des techniques appropriés de chaque approche. Les données retranscrites ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique afin de parvenir aux catégories d'analyses ci-après dégagées (Rondeau & Paillé, 2016 ; Wanlin, 2007).

## II.FONDEMENTS STRUCTURELS DE LA FRAGILISATION DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LE CANTON TOUKA

Les résultats ci-dessous exposés témoignent du caractère « imparfait » et des faiblesses du développement local dans le Canton Touka. Les unités d'analyses construites à ce propos traitent essentiellement de quatre (4) points à savoir : i) la pression démographique de migrants et repositionnement de la légitimité autochtone comme éléments de fragilisation

---

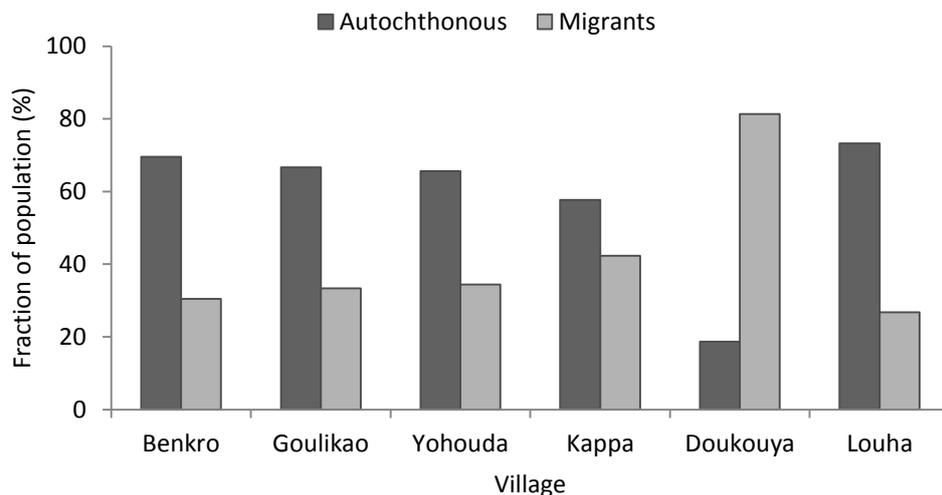
<sup>12</sup> Le questionnaire adressé aux ménages a concerné un échantillon dont la taille variait selon le village considéré. Le nombre de ménages enquêtés par village est fonction du nombre d'habitants dans le village lors de la période d'enquête. La population actuelle ( $P_n$ ) des villages a été estimée à partir des données de l'INS (2010) selon l'équation ( $P_n = (P_0 + r)^n$ ). La taille de l'échantillon à enquêter par village a été déterminée en prévoyant un taux de couverture de 30 %. Ainsi 320, 75, 84, 162, 102 et 75 ménages ont été enquêtés respectivement à Doukouya, Kappa, Louha, Goulikao, Yohouda et Benkro

du développement local ; ii) l'ethnisation de l'espace habité comme source d'incertitude dans la consolidation du développement communautaire ; iii) l'appropriation différenciée des infrastructures comme marque de fragilisation de la solidarité locale ; iv) la hiérarchisation et l'instrumentalisation de la domination ethnique comme effets perturbateurs du développement communautaire.

### La pression démographique des migrants et le repositionnement de la légitimité autochtone comme éléments de fragilisation du développement local

Cette partie de l'étude permet d'exposer sur les données de migration dans le Canton Touka. Telles que matérialisées dans le schéma ci-dessous, ces données permettent de mettre en relief une démarche comparée du taux des populations autochtones et de celui des migrants. Le village de Louha enregistre la fraction la plus élevée d'autochtones (73,3%) et donc dispose de la fraction la plus faible de migrants (26,7%) comparée aux autres villages. Ce taux de migration à Louha est proche des données nationales (26%) fournies par l'INS (2002).

Pour les villages de Benkro, Goulikao et Yohouda, les pourcentages de la population autochtone sont respectivement de 69,6%, 66,7% et 65,6%. Quant aux données relatives à la population migrante dans ces villages, elles varient entre 30.4 et 34.6%. Spécifiquement, avec 42,3%, Kappa affiche la proportion la plus élevée en population migrante. A Doukouya, les autochtones avoisinent le taux de 18,7% tandis que les migrants sont estimés à 81,3%.



**Figure : diagramme comparé du taux des populations autochtones et migrants dans le Canton Touka.**

Ces taux démographiques sont significatifs pour les autochtones du canton Touka. Ils sont devenus une permanente préoccupation à tel point qu'ils sont d'ailleurs localement présentés en termes de risques sur le marché de l'intégration. De l'image d'une unité dans la diversité dont la coopérative villageoise restait le symbole, l'évolution du taux de

migrants a fini par contribuer non seulement à la multiplicité des coopératives créées sur le fondement ethnique mais aussi à l'instauration d'un climat de méfiance et de rivalité dans la diversité. Alors, au lieu que le développement local évoque l'idée de biens communs aux deux entités collectives en présence (autochtones/migrants), le principe de différenciation est soutenu et se consolide à partir de l'importance du taux de migrants et de la considération de l'invasion qui l'accompagne (Babo, 2012).

Si la pression démographique de migrants demeure une question majeure à Touka, elle est aussi à l'origine d'oppositions apparues entre les catégories d'ethnies. Les tensions générées à ce niveau se manifestent sous formes de rivalités, de concurrences, de légitimités revendiquées et deviennent un moyen de fragilisation de la structure communautaire. La référence à l'autochtonie a en ce sens pour conséquence de permettre le déclasserment des migrants dans le développement local, d'avoir le contrôle sur l'évolution de leur taux démographique (Gnabeli, 2008).

Les rapports identifiés entre les communautés issues de la migration et la population autochtone sont de deux types : l'assimilation et la sollicitation. Du point de vue de l'assimilation, il faut dire qu'au nom de la l'intégration, les populations allogènes et allochtones sont encouragées à partager les mêmes quartiers que les autochtones. De tels rapports ont été plus perçus à Doukouya. Dans ce village du Canton Touka, les premiers sont pour ce faire consultés pour les projets communs. En matière de sollicitation, même si les populations allogènes ou allochtones ne partagent quelque fois pas les mêmes quartiers que les autochtones Gban, ils sont toutefois sollicités pour la mise en œuvre des activités de modernisation des villages ; expériences davantage entretenues à Yohouda, Benkro, Goulikao, Kappa et Louha. C'est précisément l'évolution et cet enfermement des pratiques locales dans la sphère ethnique que souligne l'enquêteur quand il déclare :

*« ...avant, les étrangers participaient à toutes les activités qu'initiaient leurs tuteurs. Chaque famille étant propriétaire de terres, avait son « étranger » à qui il a donné la terre pour cultiver de la nourriture. Aujourd'hui, avec l'augmentation de leurs populations, ces étrangers préfèrent se mettre ensemble pour pouvoir être plus forts. Ils ont commencé par créer des coopératives par ethnie ». Entretien avec T, membre de la notabilité de Doukouya »*

Avec les craintes de conflits latents, la pression démographique reste la principale « alerte » sur le projet local de consolidation du développement communautaire (CES, 1998). Même si cette épreuve n'empêche pas les volontés d'intérêts communs, l'idéologie du « seuil de tolérable dépassé » est activée pour maintenir et reproduire la problématique alarmante du taux évolutif des migrants tel que produit au plan national. L'enjeu est de réduire les minorités ethniques que sont les migrants dans les positions de subordonnée au profit de la légitimité autochtone Gban.

### **L'ethnisation de l'espace habité comme source d'incertitude dans la consolidation du développement communautaire**

Sur le plan spatial, particulièrement en ce qui concerne la structuration par ethnie et/ou par habitat, les données de l'enquête montrent que tous les villages du canton ont été fondés par des familles Gban. A Doukouya, les noms des cinq (5) familles qui ont fondé le village ont été respectivement attribués aux cinq (5) quartiers autochtones. Ce sont Péhigbô, Nindi, Godi, Sodoada, Gouidi. Ce même schéma toponymique a été constaté à

Louha où les noms attribués aux quatre (4) quartiers autochtones sont respectivement les noms des ancêtres fondateurs issus des principales familles du village que sont Gbadiè, Widiè, Gahan et Wfrodi. En somme, les familles en question sont regroupées sur un même espace en sous-quartiers distincts. Désignées comme les « grandes familles autochtones », chacune d'elles est référée à un sous-quartier par lequel elle est identifiée. Il en est de même du cimetière, du chef et de ses ressources foncières.

Ce mode d'organisation des autochtones Gban se veut conforme d'une famille à l'autre. Du point de vue historique, elle serait fondée sur les principes de la différence et de l'autonomie. Transposé aux sous-quartiers, leur mode d'organisation est le canal par lequel sont véhiculées les valeurs communautaires. Celles-ci sont connues sous les propriétés de la valorisation de liens ethniques ou familiaux. Ces dernières doivent être en adéquation avec les stratégies d'habitation, le fonctionnement de la famille et les règles villageoises à faire valoir. Dans cette finalité, les compétitions internes incitées entre familles, notamment autour de la chefferie n'avaient pour but que d'animer une sorte de cohésion villageoise, un idéal-type de dynamique communautaire dont la renommée se forge sur le fond de l'origine familiale.

Le schéma d'organisation des autochtones Gban, tel que renseigné par leurs coutumes et reproduit de générations en générations est convoqué pour la cohabitation avec les migrants. Au sein de chaque village, la structure de l'espace habité présente ainsi deux modes d'organisation différenciées : d'un côté, celui des autochtones et de l'autre, celui des migrants. Dans le passé (1960-1990), cette structure de l'espace habité a été salubre pour son mode d'organisation déterminé à la fois par la cohabitation d'ethnies ou de nationalités, son sens de l'unité dans la diversité et son mode de gouvernance orienté par des enjeux non marchands. Approuvée et appuyée par l'Etat, elle était affichée comme le levier de développement aussi bien des régions que des villages d'accueil de migrants (Chauveau & Dozon, 1988). Le cadre référentiel promu sous l'idéologie communautaire était donc l'égalité symbolique tout en ignorant la différence d'origine.

L'évolution d'un tel développement vers les logiques de marché<sup>13</sup> a modifié les perceptions des acteurs autochtones et migrants dans chaque village. En lieu et place des considérations d'égalité symbolique, les règles de hiérarchisation, de rivalités ou encore de concurrence prédominent les rapports intercommunautaires. Avec les identités spatiales établies et cristallisées et l'ancrage de la cartographie de l'espace habité dans l'ethnie, ces réalités préexistantes ont été reconverties en des ressources de repli identitaire, d'inversion sociale ou de lutte pour le repositionnement dans les rapports sociaux. Elles aident également à la reconfiguration de nouvelles identités collectives ethniquement structurée. Le processus de « mal développement » se déclenche alors sous les aspects de l'ethnisation des appellations de quartiers, redéfinissant souterrainement les limites attribuées au fonctionnement des acteurs migrants qui s'y identifient.

---

<sup>13</sup> Au plan national, les pratiques d'institutionnalisation de la marchandisation imparfaite autour de la terre telle que relayée par les médias et certains auteurs comme Colin (2005), Alladjaba et Tchekote (2018), révèlent l'ouverture qui se dessine du marché foncier à celui de l'intégration locale. Ce passage prépare à l'existence de profits intéressants, implique des choix stratégiques et donc subjectifs dans la pratique du développement local. Ces derniers contribuent à réorganiser la réalité perçue de l'intégration et les unités de sens qui en découlent vers les incertitudes de cohésion sociale.

De la non modernisation de l'habitat à la connotation dévalorisante<sup>14</sup> de toponymes des quartiers de migrants en passant par le caractère dichotomique de l'espace habité, les incertitudes contemporaines du développement communautaire se traduisent concrètement par le maintien de deux principaux quartiers ethniques ou de communauté : d'une part, celui se rapportant aux autochtones Gban en tant que catégorie ethnique et d'autre part, celui mettant en exergue la figure de « l'étranger » en tant qu'entité sociale. Le dernier quartier regroupe la plupart du temps les groupes ethniques ou nationalités tels que les Baoulé, Gouro, Koyaka, Burkinabé, Maliens. Les incertitudes liées au choix du développement des villages du Canton Touka, notamment les formes d'appropriation de l'espace habité, les titres ancestraux et le processus de modernisation des quartiers ethniques sont relatés par cet enquêté en ces termes :

*«... Nous n'habitons pas les mêmes quartiers que les gban car nous n'avons pas les mêmes coutumes. Même les cimetières sont séparés. Quand il s'agit de cotiser pour un projet, nous sommes informés et invités à participer, pourtant nos quartiers ne bénéficient pas souvent de ces projets quand ils arrivent. C'est pourquoi nous préférons nous organiser entre étrangers et nous entraider» Extrait d'entretien avec T, membre de la communauté ethnique Z à X.*

Le caractère observable de cette construction spatiale ainsi que les formes de différenciation qu'elle génère sont polarisées dans le toponyme. Les informations collectées permettent d'ailleurs de dévoiler qu'à Doukouya, en arrière-plan de la désignation du quartier « étrangers » « Djoulabougou »<sup>15</sup>, se développent certaines propriétés communes de reconnaissance des espaces occupés par les migrants. La précarité<sup>16</sup> et la situation géographique dévalorisantes restent des indicateurs de leur sous-développement (Gnabeli, 2005).

L'idée de « mal développement » et d'incertitude liée à la structure de l'espace habité suggère que les diverses fractions que constituent les catégories autochtones et « étrangers » ne se perçoivent que comme concurrents. La structure spatiale étant ethniquement codifiée par une série de principes coutumiers, d'hiérarchies établies en fonction de l'origine ethnique, les différenciations internes suscitées entre chacune de ces fractions sont les ressources pour faire émerger à la fois les formes résistance, de désolidarisation ou de domination dans les projets de modernisation au sein des villages du Canton .

### **L'appropriation différenciée des infrastructures communautaires comme marque de fragilisation de la solidarité locale**

L'enquête menée dans les villages du Canton Touka conduit à rendre compte d'un rapport différencié vis-à-vis des infrastructures de modernisation. Sous ce rapport, si

---

<sup>14</sup> Avec l'importance linguistique des désignations de quartier telles que « Bassabougou », « Sokoura » et « Sissibougou » (signifiant respectivement en Malinké « village de margouillats », « nouvelle maison », « village de fumée », la recherche invite à s'accorder sur l'importance des critères de dénomination et la position (de pouvoir) des acteurs migrants. Il en est de même de leur capacité plus ou moins prononcée à ne point influencer la prise de décision et à accompagner les projets de développement locaux.

<sup>15</sup> Ce quartier regroupant aussi bien des allochtones que des allogènes est connu à travers une seule désignation collective : quartier des « étrangers »

<sup>16</sup> De façon générale, les quartiers de migrants sont caractérisés par l'anarchie du point de vue de l'habitat, de la distribution de l'électricité et du tracé des rues.

l'action publique en matière de leur dotation en infrastructure d'accès à l'eau potable n'a pas été un souci pour lesdites collectivités villageoises, celle de leur entretien reste une permanente préoccupation. Dans les faits, tous les villages ont bénéficié de ces infrastructures. Toutefois, en ce qui concerne leur maintenance, celles des quartiers autochtones sont plus ou moins défectives, alors que les infrastructures hydrauliques réalisées dans les quartiers « étrangers » sont entretenues et toujours fonctionnelles.

Une approche de la gestion de telles infrastructures intègre à la base le principe ethnique comme référence de contrôle et de leur survie. Elle se veut à la base des significations associées à la position comme ressources permettant de fixer les frontières symboliques suscitées dans les rapports au développement (Bourdieu, 1984). Les sens de la sollicitation, les limites qui en sont fixées, les distances reconstruites dans l'espace partagé sont renouvelés dans le rapport aux infrastructures communautaires en relativisant les rapports de dominant et de dominés. Cette différenciation stratégiquement construite autour de la maintenance des pompes hydrauliques contribue à faire connaître deux perceptions du développement communautaire : d'un côté, le modèle dit d'« appel à l'intégration » et de l'autre celui dit de « la recherche d'autonomie ».

Le premier modèle est soutenu par les autochtones Gban. En tant que dimension spécifique de la politique locale de cohésion sociale, la sollicitation des « étrangers » y est voulue comme le dispositif majeur d'animation et de participation souhaitée autour du bien commun dont le village reste le symbole. Le second modèle découle notamment du regard désormais porté sur la figure de « l'étranger » au plan national. Les précédents induits par les récentes réformes sur le foncier et les oppositions entre partis politiques le renforcent dans le sens de la modification des croyances, des attitudes et des valeurs de solidarité villageoise. D'ailleurs, en se référant à la mise en valeur différenciée de telles infrastructures, les identités collectives locales émergent et s'enracinent dans des formes d'identités conflictuelles.

L'appropriation différenciée des pompes hydrauliques est la ressource par laquelle se cimente une série de croyances qui évoquent l'évolution d'une lutte de voisinage chez les autochtones Gban. Il y a celle selon laquelle les migrants sont réticents ou affichent des attitudes réfractaires vis-à-vis du développement communautaire dans le Canton Touka. De ce fait, ils usent de la déclinaison ethnique pour « mettre en mal » ce dénominateur commun et le fragiliser. Aussi, le fait de ne pas répondre à la sollicitation pour la maintenance des pompes hydrauliques dans les quartiers autochtones est-il désigné comme un refus d'assister les hôtes qu'ils représentent. In fine, le principe de solidarité qui gouvernait à l'origine la cohabitation de ces deux groupes a été dévoyé. La perception du bien commun est remplacée par les sanctions particulières reflétant l'affirmation de l'identité et le contrôle de l'espace habité. Le propos de l'enquête ci-dessous illustre cette argumentation :

*« ... ici, les étrangers ne partagent pas les mêmes quartiers que les Gban, c'est la route qui nous sépare. Leur quartier n'est pas électrifié et la pompe villageoise se trouve dans le quartier des Gban. Cependant, ils doivent nous aider à réparer la pompe quand elle est défective. Aujourd'hui, leur nombre a fait qu'ils ont une pompe villageoise chez eux qui marche toujours. Ce qui fait que ces derniers ne nous aident plus à réparer notre pompe quand elle tombe en panne » Extrait d'entretien avec B, autochtone de S*

Le principe de sanction dans la maintenance des infrastructures communautaires a été adopté comme solution de leur gestion ethnique face aux légitimités d'autochtone revendiquées par les gban. Son application a radicalement déformé le sens de la solidarité villageoise et a renforcé la croyance selon laquelle l'importance de chaque quartier ethnique dépend de sa capacité à entretenir de telles infrastructures. Les conséquences générées par une telle opposition autour de la mise en valeur des infrastructures communautaires sont surtout l'établissement progressif de la méfiance entre groupes autochtones et « étrangers » et la radicalisation progressive de l'adversité au sein des villages. Alors, d'un point de vue qualitatif, les rôles joués par les collectivités ethniques dans la production de ressources en faveur du développement local ne sont pas adéquats ou appropriés (Kakumba, 2010).

Un autre élément structurant de la rupture dans les initiatives de solidarité locales est la production de croyances dépréciatives. Celles-ci mettent en exergue les distinctions construites dans la mise en valeur des infrastructures communautaires. Ce sont entre autres des croyances de transformation des rapports de tutelle en des rapports de concurrence, des croyances de changement de rapport de force dans le village et celles portant sur le risque de perte du contrôle du village comme référent idéologique de protection chez les autochtones Gban. Distinction qui ne traduit que les manifestations et la reproduction d'un processus d'ethnisation de la domination à travers les appellations d'autochtones et « d'étrangers » (Bazin, 1997).

La consécration donc de cette méthode de développement par sanction va de pair avec des inégalités de modernisation de plus en plus croissantes. Elle valorise ainsi la figure ségrégative de ces quartiers dans un moule dans lequel viennent s'enraciner les pratiques compromettant le lien d'appartenance à la communauté villageoise. C'est dire que leur développement n'est plus structuré en termes de besoins collectifs, mais plutôt en termes de besoins spécifiques productifs pour chaque catégorie sociale. Considérés sous les aspects de lutte de reconnaissance et de « justice » redistributive, les migrants en tant que groupes dominés paraissent ainsi comme des acteurs dont l'identité a été fragilisée à la suite d'événements historiques qui visaient leur assimilation culturelle (Forgues, 2011)

### **La hiérarchisation et l'instrumentalisation de la domination ethnique comme effets perturbateurs du développement communautaire**

Depuis, les transformations politiques incitées sous le multipartisme en 1990, le développement communautaire dans le Canton Touka est sous l'influence de forces contraires. Ces forces antagonistes à l'œuvre au plan national sont reproduites dans ce champ local et déterminent l'évolution des rapports entre autochtones Gban et « étrangers ». Cette préoccupation s'est vue renforcée<sup>17</sup> avec la crise post-électorale en 2010. Aussi, dans cet espace social, la question de redéfinition de la citoyenneté locale

---

<sup>17</sup> Selon les discours communément entendus dans la localité, au cours de cette période de crise, les migrants étaient menacés par les autochtones, ceux-ci les traitant « d'étrangers » et d'être affiliés au Rassemblement des Républicain (RDR). Ce parti et ses leaders étaient perçus comme les principaux instigateurs de la crise militaro-politique de 2002 à 2010, un « mal » pour la vie commune. En réponse aux stéréotypes dévalorisants associés à leur identité et aux frustrations qu'ils ont subies, avec l'arrestation de Gbagbo Laurent en (2011), l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara, les rumeurs de vengeance liés à ces faits ont entraîné un conflit entre autochtones et migrants avec mort d'homme à Bennati (Benkro)

serait-elle à la base d'opposition du groupe appelé « dioula » ou « étrangers » à une politique locale perçue comme marginalisante et discriminatoire. La reproduction de divergences politiques à l'œuvre au plan national dans l'espace villageois en est la preuve.

En effet, la reconversion des affrontements entre l'ancien parti au pouvoir, le Front Populaire Ivoirien (FPI), et le Rassemblement Des Républicains (RDR) en risque d'affrontement collectif entre autochtones Gban et « étrangers ou Dioula », les sentiments d'« oppression » réciproque entretenus de part et d'autre et les suspicions d'attaques entre groupes ont contribué à l'établissement de la méfiance entre les deux catégories identitaires précitées. Il en est de même de l'assimilation des allochtones d'origine du Nord de la Côte d'Ivoire aux allogènes du village. Au reste, l'identité politique dominante est mobilisée non seulement pour structurer les oppositions ethniques, mais aussi pour déconstruire et reconstruire de nouvelles formes d'hégémonie sociale.

Ce conflit lié à la citoyenneté locale, les oppositions qui en découlent raffermissent à la fois les hiérarchies constituées, les tentatives de modification des positions entre groupes et les formes de mobilisation ethnique. Son ancrage dans le champ politique est un processus récent datant de la fin de la politique d'égalité symbolique avec le migrant. En d'autres termes, il prend sa source au niveau macro dans la manière dont l'Etat est géré et se transforme. Pour autant, la manifestation d'une telle conflictualité est devenue le symbole d'une cohabitation de plus en plus complexe sur les espaces pluriethniques comme celui du Canton Touka. Aussi, son évolution est-elle simultanément marquée par les distances orchestrées de toutes pièces entre les groupes ethniques perçus, les droits spécifiques qui leur sont reconnus ou non et les ressources avec lesquelles ces derniers entretiennent le lien d'appartenance avec chaque village (Gnabeli, 2002).

Dans l'animation des instances politiques locales par exemple, les allochtones, contrairement aux allogènes, participent aux élections des chefs de villages. Cependant, ils ne peuvent pas se porter candidats et ne peuvent non plus se prévaloir à des postes de responsabilité dans la chefferie. Les villages de Kappa, Benkro, Goulikao, Yohouda, Doukouya ont fait l'expérience de cette marginalisation de la communauté migrante. Au-delà de cette forme de privation ou de ségrégation, le dépouillement des allochtones et des allogènes du pouvoir politique par les autochtones Gban se cimente également à travers leur non-participation à la prise de décision politique dans les villages concernés (Gnabeli, 2018).

Abordé sous l'angle d'une adversité sociale de plus en plus manifeste autour de la figure de l'« étranger », le durcissement des règles d'autochtonie, la croyance en une protection ou organisation collective fragilisée n'ont que favorisé la désagrégation des liens communautaires (Bazin, 2007). Plus loin, l'ancrage de telles pratiques dans les revendications implicites liées à l'antériorité sur l'espace rend légitime autant de qualificatifs et de stéréotypes dans les rapports entre groupes. Leurs effets contre-productifs sur le développement local perpétuent les conflits de voisinages autour de l'attachement sans cesse aux positions de dominants et de dominés.

Au vu de ce fait, la mise à distance et la démobilisation des migrants sont des stratégies considérées dans le Canton Touka comme étant en phase avec le changement des

règles<sup>18</sup> de la participation citoyenne au plan national (Gilli, 2018). Le développement local y est repensé à travers les idées de co-construction différenciée qui pèse sur les transformations valorisantes de cet espace multiethnique. Arguments étayés par cet enquêté qui affirme :

*« Ici à Z, nous ne participons pas aux élections du chef de village. Ce sont les allochtones Baoulé, les Gouro et les Malinké qui y participent. Cependant, ils ne peuvent pas être candidats. Aujourd'hui, le chef du village les intègre dans la notabilité mais nous allogènes, nous ne sommes toujours pas associés. Si c'est pour cotiser pour les projets, c'est tout le monde qui participe ». Extrait d'entretien avec le chef de la communauté G, à Z.*

La rupture d'avec le mode de gouvernance politique du migrant initié sous le parti unique (1960-1990) a eu comme conséquence la détérioration de la cohabitation et la frustration politique du migrant. Bien plus, confrontées aux logiques du marché comme nouveau mode de régulation du champ de l'intégration, les transactions locales autour de cette position ont débouché sur des formes de marginalité et d'instrumentalisation de groupes ethniques. Celles-ci formatent le caractère résilient du développement local à travers les vellétés de maintien des migrants dans un perpétuel état de dominés et les tentatives de neutralisation des positions de pouvoir envisagées. Alors, de la marginalisation politique à l'ancrage dans le repli identitaire, le lien entre les pratiques politiques et celles de d'intégration est en voie d'hypothéquer la réussite du développement communautaire dans le Canton Touka.

## CONCLUSION

Au terme de cette étude, il est à noter que, les conflits de voisinage générées par la transformation des pratiques d'intégration entre autochtones et « étrangers » incitent à refaire une approche contextuelle des sens donnés au développement local par les contraintes sociales qui le gouvernent. Les résultats ci-dessus exposés permettent ainsi d'affirmer que, ce n'est pas seulement le risque associé à la fragilisation de la cohésion sociale qui doit être source d'alerte, mais aussi, la façon dont les processus de maintien ou d'inversion des positions d'acteurs sont déconstruits et reconstruits ainsi que les opportunités de développement renégociées sur les espaces d'accueil de migrants.

A l'examen, ces fondements de la fragilisation du développement communautaire dans le Canton de Touka sont des sources de données significatives pour renseigner sur la dégradation progressive des liens de solidarité entre migrants et autochtones. Appréhendés sous cet angle, ce sont plutôt les aspects de la vulnérabilité que comportent les stratégies contemporaines de l'intégration des migrants en Côte d'Ivoire qui sont soumis à critique. De ce fait, l'étude a davantage des points de convergences avec celles menées par Vidjannangni (2011) et Babo (2013). Ces derniers rapportent en effet que la transformation des normes d'intégration et les compétitions entretenues par les acteurs politiques depuis le retour du multipartisme en 1990 n'ont eu qu'une influence défavorable sur les priorités nationales de développement. De plus, ces auteurs dévoilent que les conflits qui emmaillent le processus d'intégration des migrants sont non seulement au soubassement des fragments socio-identitaires au sein du pays mais aussi, sont les obstacles majeurs à l'entretien d'une cohésion « durable » en Côte d'Ivoire.

---

<sup>18</sup> Voir les règles citées à la note 2

L'étude menée dans le Canton Touka a ainsi contribué à montrer comment le processus de différenciation sociale conduit à des « imperfections » ou à des « incertitudes » dans développement local. Du fait de l'entretien de logiques de classification, de marginalisation et de domination ethnique, le développement communautaire est devenu relatif. Il évolue sous l'influence d'un conflit idéologique mettant face à face autochtone et « étranger ». Les volontés de participation de ces catégories d'acteurs au développement local et le sens de la solidarité souhaitée sont redirigées vers les impasses de la domination ethnique.

## **BIBLIOGRAPHIE**

AIP: Difficile cohabitation entre deux villages voisins à Bocanda, 2019, <http://www.atoo.ci/2019/01/16/difficile-cohabitation-entre-deux-villages-voisins-a-bocanda/>

Alladjaba Moussa & Tchekote Hervé: Conflits Fonciers Et Problématique De Développement Rural Dans La Sous-préfectures De Mongo, Région Du Guéra (Tchad), *European Scientific Journal*, Edition Vol.14, No.32, 2018, p 213-236

Arnaldi Balme : Migrations, relation foncière et construction d'un espace villageois dans l'Ouest du Burkina-Faso : Le cas de trois villages Moose dans la vallée du Mouhoun, in *colloque "international les frontières de la question foncière"* Montpellier, 2006

Babo Alfred. & Droz Yvan : Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation. Rapports ethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, *Cahiers d'Études Africaines*, n° 192, 2006, p741-764.

Babo Alfred : L'étranger en Côte d'Ivoire: Crises et controverses autour d'une catégorie sociale, L'Harmattan., 2013, 294 p

Babo Alfred : L'étranger à travers le prisme de l'ivoirité en Côte d'Ivoire : retour sur des regards nouveaux in *Migrations Société* 6, n° 144, 2012, p 99 -120

Baribeau Colette & Royer Chantal: L'entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation dans la *Revue des sciences de l'éducation* ». In *Revue des sciences de l'éducation*, 38(1), 2012, pp 23-45.

Bazin Laurent : Enquête en entreprise et procès d'ethnisation de la domination en Côte-D'Ivoire, in *Journal des anthropologues*, 71, 1997, p57-71

Bazin Laurent : L'idéologie de l'identité nationale, un facteur de désagrégation de la société Éclairages à partir de la Côte-d'Ivoire, in *Savoir / Agir*, Editions du Croquant, 2007, pp.61-69

Bourdieu Pierre : Espace social et genèse des "classes", in *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984, Le travail politique. pp. 3-14

CES: Immigration en Côte d'Ivoire: le seuil du tolérable est largement dépassé, (extraits) in *Politique Africaine*, 2, n° 78, 2000, p 70 -74

Chauveau Jean-Pierre & Dozon Jean-Pierre : Ethnies et État en Côte-d'Ivoire, in *Revue française de science politique*, 38<sup>e</sup> année, n°5, 1988. pp. 732-747

Chauveau Jean-Pierre : Les Gban ou Gagou de Côte d'Ivoire. Un système de parenté bilinéaire à nomenclature de type crow. In F. Héritier-Augé, E. Copet-Rouger (eds), *Les complexités de l'alliance. Les systèmes semi-complexes*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 1990, p. 46-77

Chauveau Jean-Pierre : Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire les enjeux silencieux d'un coup d'état, *Politique africaine*, n° 17, 2000 : 94-125

Chauveau Jean-Pierre & Bobo Samuel : Crise foncière, crise de la ruralité et relations entre autochtones et migrants sahéliens en Côte d'Ivoire forestière, in *Outre Terre. Revue française de géopolitique*, 11, 2005, p 247-264

Colin Jean- Philippe : Le développement d'un marché foncier ? Une perspective ivoirienne », in *Afrique contemporaine* 1 n° 213, 2005, p.179-196.

Dembélé Ousmane : Côte d'Ivoire : la fracture communautaire, in *politique africaine*, n°8, 2003, p. 34-48.

Dembélé Ousmane : Migration, emploi, pression foncière et cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Migration en Côte d'Ivoire : Document thématique .Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2009,34p. [http://www.iomdakar.org/.../migration\\_emploi\\_pression\\_fonciere\\_2009.pdf](http://www.iomdakar.org/.../migration_emploi_pression_fonciere_2009.pdf).

Droh Rusticoh & Lognon Jean-Louis : De l'usage des outils de la recherche qualitative en milieu rural ivoirien : une analyse de l'influence du groupe social sur la structure de l'entretien », in *Recherches qualitatives – vol. 31(1)*. Recherche qualitative en contexte africain, 2012, pp 6-28.

Fontan Jean-Marc & Lévesque Andrée : Initiation au développement économique local et au développement économique communautaire : expériences pertinentes et études de cas. Institut de formation en développement économique communautaire, 1992, 111 p

Forgues Éric : La (re)construction identitaire à la croisée de la reconnaissance et de la subjectivation. *Politique et Sociétés*, 30 (3), 2011, p 3–21

Gilli Frédéric : Participation : et si on changeait enfin les règles du jeu ? in *Métropolitiques*, 2018, <https://www.metropolitiques.eu/Participation-et-si-on-changeait-enfin-les-regles-du-jeu.html>

Gnabeli Roch : Lutttes politiques et reconstruction des identités collectives en Côte-d'Ivoire (1990-2001), *Journal des anthropologues*, n° 88-89, 2002, p. 161-184

Gnabeli Roch : Sédentarisation et non modernisation de l'habitat chez les allogènes en milieu rural ivoirien, in *Revue Africaine d'Anthropologie, Nyansa-Pô*, n°2, 2005, p 77-91.

Gnabeli Roch : La production d'une identité autochtone en Côte d'Ivoire, *Journal des anthropologues*, 114-115, 2008, p 247-275

Gnabeli Roch : Frontières mobiles et rapports intercommunautaires en Côte d'Ivoire, *Revue des sciences sociales*, 60, 2018, p 38-45.

Houédin Barnabé : Réforme sur la migration, conflits et citoyenneté d'immigrés d'origine béninoise à Gonzagueville-Abidjan (Côte d'Ivoire), in *Revue Sociétés & Economies, Revue du Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques, LAASSE*, 2014, pp.141-159

Houédin Barnabé : L'expérience de la citoyenneté factuelle chez les immigrés d'origine béninoise à Gonzagueville-Abidjan (Côte d'Ivoire) : de la colonisation à la fin du parti unique en 1990, in *Cahiers de sociologie économique et culturelle, Institut de Sociologie économique et Culturelle - Le Havre*, 2015, pp.13-36.

Houédin Barnabé & Niava Landry : A propos de l'intégration et de la gouvernance sur les espaces d'accueil d'immigrés en Côte d'Ivoire, in *RSS- PASRES, revue des sciences sociales, CSRS | Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire*, 2015, pp.90-105

INS : Résultats du recensement général de la population et de l'habitation de 1998 (RGPH-98), 2002

Jounin Nicolas, Palomares Élise, Rabaud Aude : Ethnicisations ordinaires, voix minoritaires, in *Sociétés contemporaines* 2, n° 70, 2008, p 7-23,

Kakumba Umar : La participation citoyenne et le développement rural au niveau des autorités locales : réflexions sur le système de décentralisation en Ouganda, in *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 1 Vol. 76, 2010, p 183 -20

Mislie Pierre : Développement local comme stratégie de lutte contre la pauvreté : le cas du programme de développement de zone implanté par world vision en haïti. *Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en service social*, 2014, 166 p.

NQU : Affrontement Communautaire à Béoumi dans le Centre de la Côte d'Ivoire, 2019, [http://www.wanep.org/wanep/files/2019/May/quick\\_updates\\_cotedivoire\\_Sur\\_les\\_affrontem](http://www.wanep.org/wanep/files/2019/May/quick_updates_cotedivoire_Sur_les_affrontem)

Obio Mathias : Conflits intercommunautaires en Côte d'Ivoire : signes annonciateurs d'une guerre civile prochaine, 2019, <https://www.ladepechedabidjan.info/conflits-intercommunautaires-en-cote-d-iv>

Ouattara Claude : Développement communautaire et réduction de la pauvreté dans un contexte de décentralisation, in *Paper delivered to ENDSA Seminar*, 5, 2003, 18 p

Posner Daniel: Measuring Ethnic Fractionalization in Africa, in *American Journal of Political Science*. 48 (4), 2004, p. 849–863.

Rondeau Karine & Paillé Pierre : L'analyse qualitative pas à pas : gros plan sur le déroulé des opérations analytiques d'une enquête qualitative, in *Recherches qualitatives*, 35 (1), 2016, pp 4-28 .Disponible sur [http://www.recherchequalitative.qc.ca/documents/files/revue/edition\\_reguliere/numero35\(1\)/rq-ht-rondeau-paille.pdf](http://www.recherchequalitative.qc.ca/documents/files/revue/edition_reguliere/numero35(1)/rq-ht-rondeau-paille.pdf)

Vidjannangni Augustine : La complexité de la question identitaire en Côte d'Ivoire, *Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique*, Université du Québec à Montréal, 2011, 107

Wanlin Pierre : L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels, in *Recherches Qualitatives – Hors-Série – numéro 3*, Actes du colloque Bilan et perspectives de la recherche qualitative, 2007, p243-272 Disponible [http://www.recherchequalitative.qc.ca/documents/files/revue/hors\\_serie/hors\\_serie\\_v3/Wanlin2.pdf](http://www.recherchequalitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v3/Wanlin2.pdf)